L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V^e République

Philippe Bezes, Michel Chauvière, Jacques Chevallier, Nicole de Montricher et Frédéric Ocqueteau (dir.). La Découverte, 2005

Éric Dagiral

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1525>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.1525

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 3 avril 2007

ISBN : 978-2-271-06453-0

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Éric Dagiral, « L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V^e République », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 16 | 2007, mis en ligne le 20 mars 2007, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1525> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.1525>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V^e République

Philippe Bezes, Michel Chauvière, Jacques Chevallier, Nicole de Montricher et Frédéric Ocqueteau (dir.). La Découverte, 2005

Éric Dagiral

L'ouvrage propose une analyse historique et sociologique de la fonction recherche dans les administrations sous la V^e République en France. Ce travail collectif, réalisé sous la direction de chercheurs du Centre d'études et de recherches de science administrative, concrétise les travaux d'un séminaire aux croisées de la sociologie, des sciences politiques et du droit. En 17 contributions, cette recherche s'inscrit notamment dans la lignée des travaux de Michel Amiot (1986) sur l'ambivalence des relations entre l'État et le domaine de la sociologie (urbaine pour sa part), tout en situant une large partie des recherches contemporaines sur les interactions entre pouvoir politique et sciences sociales.

- 1 En effet, comment caractériser l'évolution des relations entre les espaces politique et administratif de la commande publique d'une part, et des sciences sociales en cours d'institutionnalisation et soucieuses de leur autonomie d'autre part ? La création de « dispositifs d'interface » entre administrations et recherche au cours de la période 1960-1990 constitue le fil conducteur de l'ouvrage, qui décrit et analyse des lieux et des moments variés, depuis la DGRST et le CORDES jusqu'aux évolutions récentes au sein des ministères de la Défense et de la Justice.
- 2 Les contributions réunies sont d'ordres différents mais complémentaires dans l'ensemble : monographies des dispositifs de commandite, études d'équipes et des savoirs co-produits, récits d'acteurs et enfin analyses par trois « grands témoins » clés retenus : Robert Fraisse, Lucien Brams et Claude Dubar.
- 3 Cette histoire, nécessairement sélective dans le choix des objets, ne perd pas de vue les dynamiques d'ensemble en suivant un découpage chronologique en trois périodes. Le « moment CORDES » constitue un élément décisif de l'analyse de la première période « Transversalité institutionnelle, ouverture aux sciences sociales et asymétrie favorable aux chercheurs (1958-1980) », instructif de l'ensemble de l'ouvrage. La construction de la recherche contractuelle initiée par le Commissariat général au Plan passe par la formulation d'une demande aux sciences sociales, en particulier la sociologie, aux côtés de l'économie. Cette recherche appliquée naissante participe de la structuration de la sociologie par l'intermédiaire des financements et des thèmes de recherche privilégiés (négociations collectives, transformations du travail, etc.).
- 4 La période 1981-1989 figure « Le *new deal* de la relation administration-recherche, entre autonomie et engagement », tandis que la « montée de l'expertise et [la] finalisation des savoirs » caractérisent les évolutions contemporaines. Chaque partie profite des témoignages et des analyses de dispositifs d'interface supplémentaires pour problématiser les dynamiques proprement politiques et administratives, analyser le fonctionnement des structures et des acteurs « entrepreneurs de recherche » ainsi que retracer le processus de professionnalisation des sciences sociales.
- 5 Ce souci d'analyse de la réciprocité des influences entre les pouvoirs politiques et les sciences sociales au cœur des dispositifs d'interface, allié à la richesse de plusieurs monographies, donne sa ligne de force à l'ouvrage. Le panorama dessiné, relativement contrasté dans ses objets et ses auteurs, invite à la discussion tant sur l'histoire de la construction disciplinaire des sciences sociales depuis les années 1960 que sur des enjeux contemporains comme l'eupéanisation de la recherche ou l'équilibre des rapports entre ses multiples institutions. Un tel projet, parce qu'il contribue à contextualiser le présent tout en étant un exercice réflexif nécessairement délicat, témoigne de la tension toujours à l'œuvre entre les sciences sociales et l'État.

AUTEUR

ÉRIC DAGIRAL

Chercheur associé au LATTs, ENPC